

Le travail rapporte

Author : Vinz Otesanek

Date : 17 octobre 2012

Les chômeurs, vous connaissez ? Ces êtres malfaisants qui se lèvent tard, narguant ostensiblement ceux qui partent au turbin dans la brume matinale. Ils poussent parfois la duplicité jusqu'à travailler au noir, incapable de se satisfaire de la généreuse obole que la collectivité leur alloue. Ce sera bientôt fini. Désormais, leur pitance, ces assistés devront la mériter, mieux : la gagner à la sueur de leur front.

Quel meilleur moyen de dresser la cohorte rebelle des chômeurs à la discipline du marché et du labeur, que de les faire travailler gratuitement. Il y a deux ans, le gouvernement conservateur britannique y a très sérieusement songé. En France, le roquet patronal qui était alors président de la République s'est fendu de déclarations dans le même sens.¹ Français et Britanniques palabrent, les Néerlandais l'ont fait. A Rotterdam, il n'est désormais plus question de profiter *gratis pro deo* de l'« Etat providence » : les chômeurs en fin de droits sont tenus de travailler huit heures par semaine pour la municipalité travailliste, notamment comme nettoyeurs de rue, pour recevoir l'équivalent néerlandais du minimex, l'*Algemene Bijstand (AB)*.

Rien sans rien

« Tu recevras de l'aide de la société si tu en as besoin, mais la société attend en retour que tu fasses quelque chose si tu peux le faire », philosophe doctement le bourgmestre Marco Florijn. « On ne peut pas à la fois travailler au noir et recevoir l'*Algemeen Bijstand*. » Pour lui c'est clair : les chômeurs et les minimexés ne sont pas seulement des assistés, ce sont aussi des profiteurs et des voleurs. Les bombarder d'heures d'occupation inutiles – le programme compte un nombre important d'heures de « formation à la recherche d'emploi » – devrait les empêcher de travailler au noir. « Le temps que l'on demande est trop important pour les gens qui travaillent au noir, donc soit ils renoncent à leurs allocations, soit ils cherchent un vrai travail », dixit M. Florijn.

En cas de retard ou d'absence injustifiés, ou encore si l'on a fait tout ce qu'on peut pour échouer à un entretien d'embauche, la sanction tombe : 30 % de l'AB sont dans un premier temps supprimés, mais il peut être également complètement retiré. Sur quel critère on juge qu'un candidat a volontairement saboté son examen d'embauche, M. le bourgmestre ne le dit pas. Son programme, intitulé « *Werk loont* » (« le travail rapporte »), n'est pas d'abord destiné à aider les travailleurs sans emploi à en retrouver un², mais à dégraisser les finances municipales. La ville du premier port d'Europe est en effet confrontée à un déficit croissant du budget alloué à l'AB. Le taux de chômage y atteint près du double de la moyenne nationale. « *Werk loont* » s'inspire de pratiques existant aux Etats-Unis, où cela fait belle lurette que les chômeurs, comme les détenus de droit commun, sont mis gratuitement à disposition des

entreprises, à la faveur des politiques de « workfare » apparues dans les années septante déjà.

STO à la sauce à la menthe

L'Angleterre s'y est mise l'an dernier. Ceux qui sont « aptes » doivent travailler gratuitement en échange du versement de leurs aides sociales. Le plan concerne les chômeurs en fin de droits (soit au bout d'un an) et les jeunes sans qualification cumulant de six mois de chômage. Les offices publics d'emploi anglais envoient les jeunes travailler gratos pour des supermarchés comme Tesco, Poundland ou Sainsbury's, sans garantie aucune d'un retour à l'emploi, juste un entretien.³ Quand on leur a dit qu'il s'agissait d'une forme moderne d'esclavage, les entreprises concernées ont mis en avant leur bonne foi, arguant qu'elles pensaient que rien n'était obligatoire pour les employés concernés, tandis que le gouvernement prétendait que ce programme de qualification est basé sur le « volontariat ». Tu travailles gratos ou on te coupe tes allocs, c'est ce genre de « contrat » paradigmatique dont raffole le monde libre et sans entraves. Dans tout autre idiome que la novlangue libérale, ça se dit plutôt « chantage odieux ». Le gouvernement britannique, lui, appelle ça « donner le vrai goût du travail » aux jeunes, « the real taste of the work environment ».